Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°216
21 septembre 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

La violence vient du capitalisme

Charlie Kirk, un influenceur américain d'extrême droite, supporter de Trump, a été tué lors d'un de ses meetings aux États-Unis. Trump s'est immédiatement emparé de cet assassinat pour accuser « *la gauche radicale d'encourager le terrorisme* ». Peu importe que le FBI soit incapable d'expliquer pour l'instant les motivations du tueur qui a grandi dans les milieux religieux conservateurs.

Trump et ses ministres en ont profité pour faire pression sur les groupes de médias et les inciter à licencier des journalistes ou des commentateurs critiques de leur pouvoir et des discours haineux de Charlie Kirk.

Le gouvernement américain mène une campagne d'intimidation sous prétexte de lutter contre la violence. Et cela, alors qu'à la demande de Trump, dans les villes de Washington, Los Angeles, Chicago, la garde nationale est déployée dans la rue avec des armes de guerre ! Alors que la police des frontières arrête, sur le territoire américain, des travailleurs étrangers dans les usines, les chantiers, les champs, et même un pompier occupé à lutter contre un incendie. Alors que des lycéens sont arrêtés à la sortie des écoles et envoyés en détention sans avertir leurs parents, malgré des papiers en règle.

Trump fait tout ce qu'il peut pour donner à la violence de l'État le caractère le plus spectaculaire possible, pour diviser les travailleurs entre ceux qui sont aujourd'hui visés – immigrés, étrangers, opposants – et ceux qui ne le sont pas encore.

C'est une politique nationaliste et raciste, en soutien aux patrons américains en pleine offensive contre tous les travailleurs, dont certains se défendent par des grèves, comme chez Boeing actuellement.



Bien entendu, les imitateurs de Trump ne manquent pas en Europe. En Belgique, Bouchez s'est emparé de la profanation de la tombe de Jean Gol, un ancien dirigeant de droite de confession juive, pour accuser la gauche « *du monopole de la violence* » et d'être responsable de la montée de l'antisémitisme. Cette accusation est mensongère. En Israël, aux USA, en Europe, des rabbins juifs dénoncent à juste titre la politique criminelle du gouvernement israélien à l'égard des Palestiniens comme la véritable cause de la montée actuelle de l'antisémitisme.

Cette politique criminelle vis-à-vis des Palestiniens, ces assassinats de masses, quotidiens, à Gaza et en Cisjordanie, ne sont possibles que par le soutien matériel, économique, logistique et militaire, de l'Europe et des USA envers Israël.

Ce battage démagogique des politiciens de droite n'est destiné qu'à couvrir la violence de leur politique à l'égard de l'écrasante majorité de la population. Les exclusions des chômeurs sont justifiées sous des prétextes mensongers, comme d'après Bouchez les travailleurs « qui sont au chômage depuis plus de 20 ans » – une infime minorité – alors que des centaines de milliers de travailleurs qui ont perdu leur emploi récemment seront exclus également.

Le ministre "de la santé", le socialiste Vandenbroucke, annonce fièrement une chasse aux malades de longue durée, alors que des centaines de milliers de travailleurs ont été blessés physiquement et mentalement par la course au profit.

Le gouvernement coupe les subsides aux associations qui viennent en aide aux sans-abris, rejetés vers la violence de la vie dans la rue. Le ministre de l'armée, le N-VA Francken, enverra une lettre à tous les adolescents de 17 ans pour les inviter à s'engager dans l'armée, c'est-à-dire à s'entraîner aux meurtres de masse et aux bombardements de populations civiles.

La voilà, la politique au service des riches, des capitalistes qui se disputent les richesses créées par les travailleurs, à coups de licenciements, de guerres commerciales et

finalement de guerres militaires de domination.

La violence des patrons, la violence de la police et de la justice contre les petits, la progression des idées haineuses contre les travailleurs, les pauvres, les femmes, les étrangers, tout cela engendre beaucoup de désarroi et parfois des gestes désespérés, comme aux USA l'assassinat de Charlie Kirk.

Mais aucune violence individuelle ne peut arrêter la violence des riches. Ce n'est que collectivement que les travailleurs ont la force d'empêcher l'évolution réactionnaire de la société. Les travailleurs ont la force et les moyens de renverser le capitalisme et de mettre fin aux causes profondes de la violence en créant une société fraternelle où ce sont les besoins et les intérêts de toutes les populations qui décideront de son évolution.

La vraie menace, c'est l'OTAN !

Editorial des bulletins d'entreprises du 17 septembre 2025

L'incursion de drones russes en Pologne puis en Roumanie a été le prétexte d'une nouvelle campagne de propagande guerrière en Europe. En Belgique, le ministre de la Défense, Theo Francken, a déclaré qu'il fallait que l'Europe augmente sa vigilance, et en a profité pour annoncer l'achat d'une importante commande de drones de combat. Le président français Macron a affirmé : « *Nous ne céderons pas face aux intimidations croissantes de la Russie* » et a envoyé trois avions de chasse en Pologne. Le ministre de la Défense britannique a pour sa part déclaré que l'Occident rentrait dans une « *nouvelle ère de menace* », et que Poutine affichait un « *nouveau niveau d'hostilité envers l'Europe* ».

En réalité, la Russie n'a ni les moyens, ni l'intention de s'attaquer aux pays de l'OTAN, et les dirigeants européens le savent parfaitement. Mais ils se servent de ces drones russes pour embrigader les populations en vue des futures guerres qu'ils préparent.

Contrairement au mythe nationaliste, l'armée en Belgique, comme en France d'ailleurs, n'a jamais défendu le territoire, ni en 1914, ni en 1939.

Les armées occidentales n'ont jamais servi qu'à piller le reste du monde pour les profits de quelques milliardaires !

L'armée belge a organisé la colonisation du Congo, elle a participé à des centaines d'opérations et de bombardements en Afrique ou au Moyen-Orient pour dominer ces pays, et elle a formé des forces spéciales dans des dictatures à la botte des capitalistes occidentaux comme le Rwanda, le Congo ou le Mali.



Et les capitalistes préparent de nouvelles guerres. Leurs coffres-forts débordent, ils n'ont jamais été aussi riches. Mais ce n'est jamais assez pour eux. Chaque nouveau million qu'ils accumulent doit être immédiatement placé pour devenir rentable. Et pour trouver des débouchés, rien ne les arrête. Les actionnaires sont prêts à déclencher des guerres pour s'accaparer des nouvelles richesses, des nouvelles sources de matières premières, pour exploiter des nouveaux travailleurs, contrôler des nouvelles routes commerciales, etc.

Cette course au profit mène à des guerres toujours plus massives et brutales, en même temps que l'appétit des riches actionnaires augmente. Les capitalistes et leurs larbins politiciens le savent bien. Tous les pays de l'OTAN s'y préparent, en augmentant leurs budgets de l'armement à 2 ou 3%, voire à 5% de leur PIB, créant au passage des nouveaux débouchés pour les capitalistes de l'armement. Ils cherchent aussi à embrigader la population par des discours guerriers, à nous habituer à l'idée que la guerre menace et qu'il va falloir se défendre.

En Belgique, le gouvernement prévoit d'envoyer une lettre aux jeunes de 17 ans dès novembre pour les inviter à participer à un service militaire volontaire. Les généraux viennent aussi de plus en plus faire leur propagande dans les médias. En juillet, le chef de l'armée, Frederik Vansina, affirmait que « *La Russie et la Chine mènent une guerre hybride contre l'Europe et la Belgique aussi* », c'est-à-dire une guerre de propagande, de cyberattaques, etc. Il accusait la Russie d'avoir organisé des

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

tentatives d'attentats ciblés, saboté des véhicules militaires contre des pays de l'OTAN… sans la moindre preuve.

Mais la vraie menace contre les travailleurs ici n'est pas la Russie, elle est dans notre propre pays ! Pour augmenter les budgets de l'armement et pour se gaver d'argent public, les capitalistes organisent des attaques massives contre les travailleurs. Ils s'attaquent aux chômeurs, aux malades, aux travailleurs migrants, aux soins de santé, aux salaires, aux pensions, …

C'est contre les grands patrons et les grandes familles capitalistes belges, les de Mévius, Van Damme, de Spoelberch (AB Inbev), Solvay, Colruyt, Frère, D'Ieteren, que les travailleurs doivent s'organiser et se battre.

Au Népal, la population s'est révoltée contre le chômage, la misère, et la corruption. Face à la répression de la police, qui a fait 19 morts, des milliers de jeunes manifestants ont mis le feu au Parlement et pris d'assaut les résidences des membres du pouvoir. Leur colère a fait tomber en 24h le gouvernement. Mais faire tomber un gouvernement ne suffit pas ! Au Népal, l'armée a pris le pouvoir.

La seule manière d'imposer un vrai changement, c'est de s'attaquer à ceux qui ont vraiment le pouvoir, les capitalistes. En réalité, pour renverser le capitalisme, il faudra que les travailleurs prennent le pouvoir eux-mêmes en supprimant les tribunaux, la police et l'armée de la bourgeoisie. Et cela, les travailleurs peuvent le faire, car ils sont les plus nombreux, et ce sont eux qui font tout fonctionner dans la société.

Échos des entreprises

Bulletin SNCB/Infrabel (14-09-2025)

Non aux attaques sur les pensions !

Face à la détermination du gouvernement à amputer nos pensions, les directions syndicales n'ont pas d'autres perspectives que de négocier des détails, et tout indique que sur le fond elles ont abandonné !

Mais cette réforme est insupportable ! C'est une attaque massive qui touchera les cheminots d'aujourd'hui et de demain !

Sans compter qu'avec sa politique d'austérité le gouvernement attaque les travailleurs de tous les secteurs ! Alors c'est une lutte à échelle de tous les travailleurs dont on a besoin pour se défendre !

Les directions syndicales ne veulent pas la mener ? Hé bien c'est à nous cheminots et tous les travailleurs de l'engager.

Il faut que ceux qui en ont conscience s'emparent sans attendre de toutes les occasions, par exemple la manifestation du 14 octobre, pour s'organiser en vue de devenir plus nombreux et se défendre !

Ils préparent la guerre !

Les dirigeants du capitalisme préparent la guerre ! Plusieurs sections du réseau ferré ont été renforcées, ou sont en cours, pour des raisons militaires, comme sur la ligne 39 de Plombières et les lignes des ports de Zeebrugge et d'Anvers régulièrement utilisées par les USA pour le déploiement de troupes et engins lourds de l'Otan.

Et la ligne historique le "Rhin d'acier" reliant Anvers à la Ruhr en Allemagne est en projet.

Les mêmes qui nous imposent l'austérité, la réduction des pensions et le manque d'investissement pour les besoins du personnel et des usagers, trouvent des millions pour préparer le déplacement de troupes de l'OTAN !

Ce n'est pas vrai que la Russie menace d'arriver à Berlin ou Bruxelles !

Mais ce qui est vrai, c'est que l'OTAN encercle de plus en plus la Russie pour la mettre à genoux et la soumettre complètement au capital occidental.

Alstom ne sauvera aucun Palestinien !

Dans le dossier qui oppose CAF à Alstom pour les milliards du contrat de la SNCB, des ONG, des syndicats, mais aussi le PTB, disent qu'il faudrait privilégier Alstom, sous prétexte que CAF contribue à des projets de tramway dans les colonies israéliennes de Palestine.

Mais Alstom aussi est actif en Israël ! Ce sont deux entreprises capitalistes, et elles sont donc l'une et l'autre prêtes à tout pour faire du profit, y compris faire des affaires avec des génocidaires ! Boycotter une entreprise au profit de l'autre n'aidera pas les Palestiniens.

Bulletin Colruyt (14-09-2025)

L'État au service des actionnaires

Il n'y a pas, ou à peine, de postes adaptés à Colruyt. La direction préfère proposer des mi-temps médicaux. Ainsi, ils exploitent les travailleurs la moitié de la semaine, et l'autre moitié, c'est la mutuelle qui verse des in-

demnités pour suivre ses séances de kiné, se remettre debout et retourner prester son mi-temps à l'entrepôt.

L'État au service des actionnaires (suite)

Après avoir exploité les travailleurs à fond et usé de toutes les aides patronales possibles et imaginables, Colruyt se contente bien souvent de jeter les travailleurs trop usés, avec un C4 médical, comme de vieux kleenex. C'est le patron qu'il faudra jeter !

Diviser pour régner

Les patrons ont une vieille recette : nous dresser les uns contre les autres. Belges contre étrangers, blancs contre noirs, musulmans contre chrétiens… et la liste continue.

Chez Colruyt, c'est pareil : ils montent aussi les équipes les unes contre les autres en faisant dire aux chefs : « *Nous on a de meilleures prestations que la contre-équipe !* », « *Le retard, c'est encore leur faute !* »

Pendant que nous nous divisons, eux amassent les profits. La division ne sert que les patrons.

Unissons-nous !

Balance ton boss

La direction a trouvé une autre "formidable" idée pour nous diviser : nous pousser à dénoncer nos collègues pour un rien.

Pourquoi pas, à chaque problème, pointer entre collègues la véritable responsabilité… de Colruyt !

Timing de grande fortune

La fortune familiale du baron Jef Colruyt s'élève à 3,34 milliards d'euros. Sa chère devise « *temps travaillé, temps payé* » ne s'applique bien sûr pas à lui.

Même avec 10.000 euros par mois, et sans rien dépenser, il lui aurait fallu commencer à travailler il y a… 28.000 ans !

Temps travaillé, temps profité

Bon, en réalité, ce calcul ne s'applique pas pour une raison très simple : Jef Colruyt ne travaille pas, il « *gère son patrimoine* ».

Temps travaillé, temps payé et temps volé

Colruyt a fait 330 millions de profits l'année passée, 10.000 euros par travailleur, qui finissent dans les poches des actionnaires.

Ces 10.000 euros sont le produit d'heures de notre travail. Cette richesse est donc produite par des heures travaillées mais elle est accaparée par les actionnaires !

Ça s'appellerait pas du vol ?

Attaques du gouvernement

Guérir… du capitalisme

Lundi 15 septembre, le ministre de la Santé, Frank Vandenbroucke (Vooruit), a annoncé deux attaques d'ampleur contre les travailleurs.

Il veut, d'une part, imposer 80 millions d'économies en réduisant la part remboursée par l'Etat du prix de certains médicaments. Le patient paiera plus cher le médicament, et certaines entreprises pourraient se retirer du marché pharmaceutique belge, ce qui aggraverait les pénuries de médicaments. Déjà aujourd'hui, des médicaments simples mais essentiels manquent en Belgique !

Le second volet concerne les personnes en invalidité, soit celles en incapacité de travail depuis plus d'un an. Il y a aujourd'hui en Belgique 500.000 personnes déclarées en invalidité, dont 300.000 jusqu'à la pension. Vandenbroucke veut faire réexaminer 100.000 d'entre elles. Ceux qui seraient jugés aptes (sur base de quels critères ?) à reprendre une activité professionnelle, devraient alors accepter des propositions de contrats à temps partiel.

Bien sûr, le prétexte de la mesure est de faire des "*économies*". Mais même le porte- parole du ministre reconnaît qu'il n'est pas encore clair que cela permette de réaliser des économies au vu du coût nécessité par un tel contrôle !

En réalité, cette mesure participe à mettre la pression sur l'ensemble du monde du travail en faisant passer le message que peu importe les douleurs physiques, la maladie, c'est "*travaille ou crève*". Elle met également la pression sur les médecins orientés vers un rôle de "contrôleurs".

Mais tout cela ne fait qu'aggraver la situation ! Les malades de longue durée sont malades justement de la pression imposée aux travailleurs. Ce sont les cadences, les charges trop lourdes, la pression, la peur de perdre son emploi si on ne vient pas travailler !

Et c'est aussi le fonctionnement général du capitalisme qui est source de ces maladies : les produits chimiques dans l'eau, dans la nourriture, la pollution dans l'air.

Contre la violence des riches, quelle solution ?

Les centaines de milliers d'exclusions du chômage viennent à la suite de dizaines de milliers de licenciements. Parmi les travailleurs menacés par la misère, on entend souvent que les grèves, les manifestations ne servent à rien, qu'il n'y a plus d'autre solution que la violence. Une haine souvent dirigée contre un individu qui incarne le mépris et l'injustice de la classe dirigeante, comme un Donald Trump ou un Georges-Louis Bouchez.

Comment se fait-il que les travailleurs, dont le travail collectif est à la base de toutes les richesses, ne croient plus en leur force collective ? C'est bien sûr l'œuvre de la propagande bourgeoise, mais aussi la responsabilité des partis et syndicats qui prétendent représenter les intérêts des travailleurs.

Les dirigeants syndicaux font tout pour disperser les luttes, les limiter et les garder sous leur contrôle. Ils opposent les intérêts des Wallons aux Flamands, des intérimaires et sous-traitants aux CDI, au lieu de les rassembler.



Quant aux dirigeants des partis politiques qui s'adressent aux travailleurs, comme le PS et Vooruit, c'est uniquement pour demander leur vote et leur faire des promesses électorales. Et c'est aussi la politique qu'est en train de développer le PTB. Alors que ces promesses – sans lutte importante – n'ont aucune chance de se réaliser dans cette période où la compétition entre capitalistes s'aggrave, et que les grandes puissances augmentent leurs budgets militaires au détriment des besoins de la population.

La trahison des intérêts des travailleurs par les partis et syndicats des travailleurs alimente les rancœurs et désespoirs qui mènent à l'illusion que la violence individuelle serait une solution.

Il faut que les travailleurs retrouvent conscience de leur force collective et dirigent leurs luttes pour leurs propres intérêts.

« Chômeur depuis 20 ans » ? Attention, mensonge !

Le 10 septembre, plus de 18.000 sans-travail ont reçu une lettre de l'ONEM les informant de leur exclusion des allocations de chômage au 31 décembre 2025. Parmi eux, une catégorie est présentée par les ministres de droite comme « *ceux qui sont au chômage depuis 20 ans* ». Cette présentation est mensongère pour donner du crédit à l'image de chômeurs-profiteurs.

Il s'agit en réalité des travailleurs qui totalisent 20 années de chômage au cours de leur carrière. Beaucoup de travailleurs victimes des plans de restructuration des années '90 et qui n'ont retrouvé que des emplois précaires entrecoupés de périodes de chômage en font partie. Ils seront jetés dehors à un âge où aucun patron ne les embauchera.

4 x 20

Après les soi-disant « *chômeurs depuis 20 ans* », Bouchez agite la catégorie des « *4 enfants et plus* » pour justifier les attaques contre les allocations familiales.

C'est toujours la même méthode. Séparer, voire inventer, une catégorie désignée comme « *des profiteurs* » pour en réalité préparer une attaque contre les droits de tous les travailleurs.

Ces politiciens, qui nous montrent du doigt, n'ont jamais créé aucune richesse par leur travail. Par contre, ils sont au service de milliardaires qui vivent de notre travail.

Attaques contre les familles

La droite, derrière Georges-Louis Bouchez, propose de supprimer les allocations familiales au-delà du quatrième enfant.



Aux côtés du MR, qui prend le rôle du méchant flic, les hypocrites Engagés se la jouent en protecteurs de la famille, avant de glisser eux-mêmes sur la table des attaques contre l'indexation des allocations familiales ! Ou encore de nouvelles règles pour restreindre les allocations pour les enfants de plus de 18 ans à la condition qu'ils soient étudiants ou en formation.

Après leurs attaques contre les chômeurs, ces politiciens tentent maintenant de nous faire avaler que les familles nombreuses minent l'économie du pays ! Non ! Ce sont les profits des capitalistes qui causent les problèmes !

Ce mépris pour tenter d'opposer les familles les unes aux autres en fonction de leur nombre d'enfants est, au fond, identique à la démagogie qui oppose ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas.

S'attaquer aux familles nombreuses est aussi une manière détournée de flatter les préjugés racistes et anti musulmans. Autant de pièges pour diviser, pointer du doigt des travailleurs et leur faire les poches !

En revanche, pendant ce temps-là, les familles déjà milliardaires continuent d'encaisser des dizaines de milliards en subventions pour leurs grandes entreprises. Plus ! Ce seront encore pour leurs comptes que les enfants des classes populaires se feront exploiter demain à l'usine, sur le chantier, au bureau... ça, les politiciens le savent et le cachent consciemment !

Charleroi : attaque contre les plus démunies

A Charleroi, l'unique centre d'accueil réservé aux femmes sans-abri en Wallonie a fermé suite à la suppression de subsides.

Une décision du gouvernement MR-Engagés qui s'inscrit dans la politique d'austérité réclamée par le grand patronat.

Désormais, des dizaines de femmes se retrouvent rejetées dans la rue, livrées à la violence, à l'insécurité et à l'exclusion.

L'État s'attaque ainsi à ceux qui avaient trouvé, dans ce centre, un minimum de protection et de dignité.

Leur société

Les prix montent, les salaires doivent suivre !

Le prix de l'alimentation continue de grimper et les salaires ne suivent pas la cadence. Tous les travailleurs s'appauvrissent et, en particulier, ceux qui doivent retrouver un travail après un licenciement.



Mais cette misère grandissante est la responsabilité du grand patronat ! C'est eux qui se font des milliards sur le dos des travailleurs, c'est eux qui spéculent sur les prix, c'est eux qui reçoivent des centaines de millions d'euros de subsides, alors c'est à eux de payer pour que les salaires permettent de vivre dignement !

Halte à la casse !

La Haute-école HELHa de La Louvière, l'ancien Isfec, rue de Belle-vue, a fermé définitivement ce 12 septembre. Les quelques 250 étudiants sont invités à rejoindre un autre établissement de HELHa à Montignies sur Sambre, à 35 km de là...

Les usines ont fermé, les grandes surfaces ferment, les administrations, et maintenant les écoles ! Et les gouvernements nous disent "pas de violence" ! Ce sont des émeutes qu'ils préparent !



SNCB : arrêts fantômes

L'association TreinTramBus et plusieurs syndicats dénoncent les manipulations de la SNCB sur ses statistiques de ponctualité.

La méthode ? Lorsqu'un train est en retard, la direction ordonne parfois de "sauter" certains arrêts ! Et tant pis pour les passagers qui devaient descendre ou monter à cet arrêt ! Le train "rattrape" son retard et les chiffres officiels sont falsifiés ! Et pour les travailleurs ? Des trains en retard et des arrêts supprimés !

Boycotts et révoltes

Les organisateurs des fêtes de Flandres à Gand ont créé la polémique en déprogrammant l'orchestre philharmonique de Munich dont le chef d'orchestre Lahav Shani est israélien et travaille également pour l'orchestre national d'Israël.

Tous ceux qui ont un tant soit peu d'humanité sont bien sûr révoltés par les atrocités de l'armée israélienne contre les Palestiniens et souhaitent y mettre fin.

Mais en quoi boycotter artistes, scientifiques, écrivains... israéliens peut-il accélérer la fin de ces massacres ?

Ce n'est pas le boycott des produits d'Afrique du Sud qui a mis fin au régime d'apartheid, mais la révolte de la population noire.

Ce ne sont même pas les sanctions économiques de tous les pays européens contre la Russie

qui arrivent à mettre fin à la guerre menée par le régime de Poutine contre l'Ukraine !

Dans un monde capitaliste de plus en plus violent et cynique, aucune mesure symbolique ne peut être efficace, seule la révolte déterminée pour le renverser apportera une solution.

Mise au pas de la société

Assassinat de Charlie Kirk

Aux États-Unis, l'assassinat le 10 septembre du militant d'extrême droite Charlie Kirk devant son public, a été utilisé pour déclencher une campagne de haine et de persécutions politiques.

L'administration Trump et la droite saluent Charlie Kirk comme un héros et un martyr. Ce grand défenseur du capitalisme, utilisait sa tribune pour diffuser les poisons du racisme, du sexisme et du nationalisme afin de diviser les travailleurs des États-Unis. Propagateur de la théorie du "Grand Remplacement", il militait pour l'expulsion des non-Blancs et des musulmans. Il estimait que la place de la femme était à la maison, confinée au rôle d'épouse ou de mère.



Charlie Kirk distribue des casquettes avec un t-shirt Anti-DEI (Diversité, Équité, Inclusion) Pro-Merit

L'organisation de Kirk, Turning Point USA, était financée et soutenue par des millionnaires et des milliardaires, parmi lesquels la famille DeVos et de riches propriétaires de fonds d'investissement privés, de géants du secteur de la santé, etc.

Quant au tireur qui a abattu Kirk, il avait grandi dans une famille conservatrice mormone, une famille "bien comme il faut" aux yeux de Kirk et ses semblables. Aucun lien n'a été trouvé entre le tireur et des militants de gauche.

Mais peu importe : l'extrême droite au pouvoir à Washington a utilisé l'occasion pour accuser "la gauche" de terrorisme et menacer ses adversaires électoraux démocrates et tous ceux qui contestent sa politique.

L'administration Trump peut se passer de prétextes pour poursuivre sa politique d'intimidation des travailleurs, notamment celle visant à terroriser les travailleurs immigrés. Mais elle se sert quand même du moindre prétexte pour augmenter d'un cran sa hargne policière contre l'ensemble de la population travailleuse.

Hommage à Jean Gol perturbé

Les imitateurs de Trump ne manquent pas en Europe. C'est par exemple le cas de Georges-Louis Bouchez qui, comme Trump l'a fait avec l'assassinat de Charlie Kirk, profite des gestes de colère peu conscients pour justifier l'autoritarisme de l'État contre les travailleurs et les militants.

Jeudi 18 septembre, le MR organisait une soirée d'hommage à Jean Gol, cofondateur du parti libéral décédé il y a 30 ans.

Environ 400 manifestants se sont rassemblés pour s'opposer à la venue du président des libéraux. Des pommes pourries et des pétards ont été lancés sur des membres du MR à leur arrivée. Une membre des « *jeunes MR* » a retrouvé une croix gammée taguée sur sa veste. En parallèle, la fille de Jean Gol a retrouvé tagué sur la tombe de son père les mots « *never again* » et « *He mrde* ».

Ces actes de colère peu conscients sont l'expression du désespoir devant l'absence de perspective face à la violence d'une société de plus en plus réactionnaire.

Mais Bouchez s'est bien sûr emparé du sujet et accuse la gauche « *du monopole de la violence* ». Mais la violence, c'est l'accroissement de l'exploitation des patrons, et les politiques dictées par les intérêts des patrons comme les exclusions du chômage et les attaques contre les travailleurs et les pauvres !

Il en profite bien sûr aussi pour accuser la gauche d'être responsable de la montée de l'antisémitisme. Mais la cause de la montée de l'antisémitisme, c'est d'abord la politique du gouvernement israélien lui-même ! C'est la complicité des États européens et des USA qui rendent possible les assassinats de masse quotidiens à Gaza et en Cisjordanie.

Dans le déferlement de violences que sont les attaques du grand patronat contre les travailleurs ici, aussi bien que le massacre des Palestiniens, Bouchez ou Kirk jouent pour les milliardaires le rôle de paratonnerre. Ils savent mieux que personne attiser la colère pour qu'elle soit dirigée contre eux et pas contre l'organisation capitaliste de la société !

Il est évident que les campagnes provocatrices de Bouchez ou Kirk suscitent la colère, mais les gestes et violences individuelles ne sont pas une solution !

Pas parce que ces actes sont violents, mais parce que la violence individuelle ne peut pas mettre fin à cette société de vio-

lence collective des capitalistes contre les populations. Les actes de violence individuelle participent au contraire à brouiller les esprits des travailleurs car ils ne donnent aucune perspective.

Interdiction des Antifa ?

Au lendemain des violences lors de la soirée d'hommage à Jean Gol, Bouchez a réclamé notamment la dissolution des antifa, groupements antifascistes dont certains membres étaient présents dans les manifestations.

Comme aux USA, la droite se sert de tous les prétextes pour renforcer l'autoritarisme, intimider les militants et tenter ainsi de peser sur le moral et la combativité des travailleurs.

La volonté de Bouchez *"d'interdire les Antifa"* fait écho à la récente motion adoptée par le parlement néerlandais pour classer Antifa comme une *"organisation terroriste"*.

On ne peut avoir que du mépris pour les politiciens comme Geert Wilders aux Pays-Bas et Bouchez ici qui, face au terrorisme de l'État d'Israël contre les Palestiniens, ont comme souci l'interdiction de militants antifascistes…

A juste titre, les militants antifascistes sont révoltés par le capitalisme. Mais pour combattre le capitalisme, il n'y pas d'autre voie que d'aider les travailleurs à renverser cette société.

International

France : pas de solution dans les urnes

Les journées des 10 et 18 septembre ont rassemblé travailleurs, retraités, petits commerçants et artisans dans la rue. Grèves, blocages et manifestations ont exprimé le mécontentement profond de la population face aux coupes dans les services publics, à la dégradation des conditions de travail et des salaires, indemnités de chômage et pensions qui ne permettent plus de vivre.

Ces actions sont des premiers pas qui devront se généraliser si les travailleurs veulent faire reculer le gouvernement et au-dessus de lui le patronat.



Les attaques sur le monde du travail ne disparaîtront pas avec un changement de gouvernement. Qu'il soit de gauche ou d'extrême droite, aucun parti ne peut ni ne veut affronter les riches actionnaires et le grand patronat. Ce sont ces immenses fortunes qui contrôlent et dirigent l'économie, et ceux-là n'ont jamais été élus.

L'État complice des fraudeurs

La banque française Crédit agricole vient de conclure un accord avec la justice française pour échapper à un procès pour fraude fiscale. Elle payera 88 millions d'euros pour avoir reconnu sa participation à la fraude dite du *"CumCum"*. Une fraude largement répandue dans le milieu de la finance de tous les États européens.

Cette fraude consiste à ce que les actionnaires vendent ou prêtent leurs actions à un complice dans un pays où l'impôt est de 0%, juste avant la date fixée pour la perception annuelle des dividendes. La date passée, les actions et dividendes non taxés sont rendus au premier actionnaire. Les dividendes échappent ainsi à la taxation, privant les finances publiques de 1,5 à 3 milliards d'euros chaque année en France.

La fraude est bien connue depuis des années, mais les États et les politiques n'avancent que très très lentement pour modifier les législations pour empêcher cette fraude "légale".



Grève chez Boeing

Dans trois usines Boeing qui produisent pour l'armée, dans l'agglomération de Saint Louis, au centre des États-Unis, 3.200 ouvriers sont en grève depuis le 3 août, à l'appel de leur syndicat.

Par trois fois, les travailleurs ont rejeté les propositions de la direction. Pour le moment, ils ont réussi à écarter la menace d'allonger les journées de travail jusqu'à 10 heures, quatre jours d'affilée, et jusqu'à 12 heures trois jours d'affilée. Par contre, le patron refuse encore de payer les nouveaux em-

bauchés au même tarif que les anciens, ce que le syndicat a accepté dans le passé mais qui est à présent rejeté par les travailleurs.

Les grévistes rejettent aussi la perspective d'une augmentation des salaires de seulement 38 % sur les quatre prochaines années, car ils n'ont pas été augmentés depuis huit ans et l'inflation entre-temps a été très supérieure.

Grève du métro londonien

Du 7 au 12 septembre, le métro de Londres était presque complètement paralysé. Les travailleurs ont mené une grève massive pour lutter pour de meilleures conditions de travail, pour une diminution des heures prestées par semaine et pour une augmentation de salaire.

Les plus de 6.000 salariés qui ont voté la grève montrent le chemin pour se défendre !

Grève à KLM

Aux Pays-Bas, les travailleurs de la compagnie aérienne KLM ont fait grève à plusieurs reprises ces dernières semaines.

En amont des négociations salariales annuelles, la direction de KLM a signé une convention avec trois syndicats de cadres qui prévoit une hausse salariale de 2,25% seulement, soit très peu en comparaison de la hausse des prix et vu l'absence de tout mécanisme d'indexation.

Les deux grands syndicats du pays dénoncent qu'avec une si faible hausse salariale, le pouvoir d'achat des travailleurs diminue. Ils dénoncent également que l'accord ne tienne pas compte de la réalité des 14.000 travailleurs du sol et des bagagistes.

De nouvelles grèves sont prévues dans les prochaines semaines.

Palestine : l'horreur quotidienne

L'armée d'Israël a lancé le mardi 16 septembre ce qu'elle appelle une *"offensive d'ampleur"* sur Gaza-ville. Ces mots sont bien trop propres pour décrire le massacre à l'œuvre !

Cette "offensive" consiste en réalité à jeter des familles affamées sur des routes au milieu des bombardements pour déplacer une fois de plus les populations et s'emparer de leurs terres. Plusieurs centaines de Gazaouis supplémentaires ont été tués.

Le gouvernement d'Israël prétend bien sûr chercher à *"éradiquer le Hamas"* mais même les données militaires israéliennes estiment que parmi les Palestiniens tués depuis le 7 octobre, au moins 83% sont des civils.

Le prétexte de la libération des otages israéliens n'est même plus cru, tant il est devenu évident que c'est de toute la population palestinienne que le gouvernement d'extrême droite veut se débarrasser.

La guerre de Netanyahou a déjà tué 65.000 Palestiniens et en a blessé 165.000 autres selon les chiffres officiels, bien plus en réalité. En Cisjordanie, ce sont 40.000 déplacés et des camps comme celui de Jénine ont été complètement détruits. Le 15 septembre, une enquête de l'ONU concluait qu'Israël commet un génocide dans la bande de Gaza. Les chiffres sont connus, la réalité est filmée.

Mais ce n'est visiblement pas assez pour ébranler le soutien des gouvernements des USA et des pays de l'Europe à leur allié Israël.

Lundi 22 septembre certains de ces États vont sans doute se prononcer pour la reconnaissance de l'État palestinien lors de l'Assemblée générale de l'ONU… alors que le territoite est accaparé par Israël et que la population palestinienne est en train d'être écrasée !

Soudan : théâtre des rivalités impérialistes

Après une sanction en 2014 pour avoir violé les embargos américains, la banque française BNP Paribas est à nouveau accusée devant les tribunaux de New-York pour ses transactions avec le Soudan sous le régime d'Omar el-Béchir.

Pourquoi une banque française se trouve à soutenir un dictateur en Afrique de l'Est ? Parce que la France a de nombreux intérêts dans la région !

Ceux, par exemple, de l'entreprise Total qui, depuis 30 ans, possède au Sud-Soudan une immense concession de pétrole qu'elle n'a encore jamais réussi à exploiter, en conséquence de la guerre civile ainsi que de l'embargo des USA. C'est aussi pour le maintien de sa domination au Tchad, pays voisin du Soudan, que l'impérialisme français craint l'instabilité de la guerre civile et de la révolte de la population du Soudan.

Les Etats-Unis de leur côté ont imposé au Soudan un embargo économique, diplomatique et militaire dès la fin des années 90, pour faire pression sur le régime d'el-Béchir et tenter de le soumettre à leur domination économique. L'officielle *"lutte contre le terrorisme"* n'a été qu'un prétexte pour tenter de mettre la main sur cette région convoitée par tous les vautours impérialistes.

Le Soudan dont le sol regorge de pétrole est aussi l'un des plus grands exportateurs d'or au monde, et puis c'est la proximité de l'Afrique de l'Est avec les grandes routes de commerce passant par la mer Rouge.

L'impérialisme français avait fait le pari de contourner l'embargo américain. Peut-être que de-

main, comme en 2014, BNP Paribas devra payer une amende de quelques milliards devant les tribunaux de New-York. Gardons à l'esprit que cela n'est qu'une des formes que revêt la rivalité entre grandes puissances.



La situation sociale inhumaine et révoltante du Soudan, les millions de victimes de la répression et de la faim depuis des décennies, sont les conséquences dramatiques directes des rivalités entre impérialismes ! Dans ce cas, l'un qui étouffe par le blocus économique, l'autre qui finance et arme un général contre la population… Il incombera aux révoltes des opprimés de nettoyer le monde de ces requins impérialistes.

Népal : deux jours d'insurrection

Les 8 et 9 septembre, le Népal et surtout sa capitale Katmandou ont connu deux journées d'insurrection.

Le 4 septembre, le gouvernement a voulu restreindre et mettre sous contrôle les médias sociaux utilisés dans le pays, Whatsapp, Facebook et autres. Ils étaient le support de dénonciations de la corruption qui gangrène le pays. C'est notamment l'affichage sans complexe des enfants de la couche privilégiée au pouvoir, dans des orgies, bouteilles de champagne à la main, dans un pays de 30 millions d'habitants marqué par la misère. Le pouvoir, dirigé depuis 2008 par un parti qui se dit communiste marxiste-léniniste mais est au service des plus riches, pensait que la situation était sous contrôle.

Pour les masses populaires et la jeunesse, c'était la provocation de trop. Beaucoup de travailleurs du Népal sont dispersés à travers le monde, les réseaux sociaux sont le seul lien avec leur famille. Pour la grande majorité des Népalais qui vivent à la campagne, ce sont les seuls moyens de communication, en particulier avec leurs enfants.

Le 8 septembre, un petit groupe composé surtout d'étudiants, a appelé à manifester. Le mouvement a pris de l'ampleur, une grande partie de la jeunesse de Katmandou (un million d'habitants) et des grandes villes est descendue dans les rues, marchant contre les symboles du pouvoir, en particulier l'Assemblée nationale. La police a ouvert le feu, faisant au moins 19 morts, 72 morts dans tout le pays. Quelques policiers ont été tués, et, surtout, cela a provoqué l'embrasement de tout le pays.

Le lendemain, des centaines de milliers de manifestants ont rejoint la jeunesse dans la rue visant tous les symboles du pouvoir. Le Parlement a été détruit par les flammes, ainsi que toute une partie des bâtiments gouvernementaux, comme des tribunaux. Les portes des prisons ont été ouvertes et plus de 12.500 prisonniers s'en sont extraits. Le Premier ministre a été sorti de son domicile. Deux autres ministres ont été conduits sur la place publique, battus sévèrement sous les applaudissements de la population.

Les manifestants étaient ainsi maîtres de Katmandou et du pays. La police mise hors d'état d'agir, et l'armée, ce jour-là, cantonnée dans ses casernes.

Le même jour, le gouvernement démissionnait et le décret du 4 septembre était retiré. Le chef de l'armée, conjointement avec quelques hauts dignitaires de la Cour suprême, décrétait la dissolution de l'Assemblée nationale, la mise à l'écart des partis politiques et l'organisation de futures élections générales. Quelques jours plus tard, l'ex-présidente de la Cour suprême était nommée Premier ministre. Il était vital pour les représentants des classes riches de ne pas laisser le pouvoir vacant et sans représentant officiel.



La population, a trouvé en elle les ressources et l'énergie pour abattre le gouvernement, mais n'était pas préparée à exercer elle-même le pouvoir. C'est ainsi que le chef d'état-major de l'armée a pu faire sortir ses soldats dans la rue au nom, a-t-il dit, du maintien de l'ordre.

La population pauvre du Népal a pu prendre conscience de sa force et n'est peut-être pas près de l'oublier, et elle a montré au monde entier la puissance d'une population en lutte.

Suivez nous sur les réseaux : Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be